

Les intrications de la politique interne et de l'expansion extérieure.

La persistance voire l'accentuation de la politique de durcissement menée depuis février a marqué tout ce mois de mai. Il s'agissait toujours d'empêcher que l'esprit des rebellions de la Méditerranée et du Proche-Orient se diffuse au sein de la population chinoise et se combine à ses mécontentements sociaux et à son dégoût de la corruption. Cette volonté de contrôle s'appuie sur une nouvelle organisation de la surveillance de l'internet, marquée par la collaboration resserrée de tous les services de censure. Sa mise en place récente a pour objet d'isoler plus encore la Chine des contacts extérieurs et d'intervenir à temps pour prévenir la propagation des idées subversives et la constitution de noyaux de résistance.

Les arrestations de février – sans motifs donnés, sans passage devant un tribunal, sans information des familles - ont débouché sur quelques remises en liberté, vite compensées. De nouvelles détentions frappent des militants connus ou des citoyens de base, des défenseurs des droits civiques comme des fidèles de la religion chrétienne. Les règles de procédure ne sont pas respectées : une simple assignation à résidence peut précéder le passage devant un tribunal. Les amis des détenus sont eux aussi surveillés ou privés de liberté pour empêcher la manifestation d'un soutien en public ou l'envoi de messages sur l'internet.

Presque tous les éditoriaux touchant aux mouvements du Proche Orient et aux libertés intérieures dénoncent comme grotesque et hypocrite l'idée attribuée à l'Amérique que «les droits de l'homme l'emportent sur la souveraineté nationale». Il est évidemment difficile à un membre du Comité des Droits de l'Homme des Nations unies d'affirmer que la souveraineté

nationale l'emporte sur les droits de l'homme. La presse et les dirigeants chinois affectent donc de ne voir dans les insurrections de l'hiver et du printemps qu'une opération extérieure de type colonialiste, qu'une «arme de l'Occident pour conquérir le monde», le résultat d'un mot d'ordre «pour une intervention sans frontières» qui ne saurait être qu'un «instrument de discorde dans le monde» (Quotidien du peuple du 29 avril).

Ces analyses de la situation internationale sont empreintes d'un nouveau et solide mépris pour les gouvernements occidentaux. Le 14 mai, l'agence Tongxun explique que si les États-unis par la bouche d'Hillary Clinton parlent sans cesse des droits de l'homme dans leurs rapports avec la Chine, c'est qu'ils ont perdu la partie sur les plans économique, militaire et stratégique et qu'ils n'ont plus que cette carte à jouer. La presse chinoise ne cesse de décrire un camp occidental en pleine déconfiture et qui va d'échec en échec, alors que la croissance économique nationale ferait l'admiration du monde entier.

Cette arrogance s'accompagne, comme il est habituel avec les puissances montantes, d'une expansion militaire maritime et aérienne, presque aussi rapide que les budgets de la Sécurité, avec déjà le risque de conflits quasi ouverts avec les pays côtiers de l'Asie du Sud-Est. Sans oublier la persistance de la question taïwanaise. Dénonçant les ventes d'armes américaines aux insulaires, Beijing affecte, non sans humour, de ne pas comprendre : Taiwan n'a nul besoin d'armes puisque nous sommes parfaitement en mesure d'assurer sa défense. Sans doute avec le rassurant millier de fusées pointées sur l'île.

SOMMAIRE

Suites de la vague d'arrestations des trois derniers mois	3
Démocratie; liberté d'expression.....	4
Contrôle de l'internet	5
Liberté religieuse	5
Appareil judiciaire et criminalité.....	6
Condition ouvrière, conditions de vie	6
Conflits et mouvements de masse. Évictions foncières	8
Minorités ethniques	8
. Question tibétaine	
. Question ouïghoure	
. Question mongole	
Hongkong. Macao	8
Informations diverses.....	9
<i>Documents</i> : les militants de 1989 aujourd'hui détenus.....	10
Appel à coopération bénévole du groupe Chine	11
Bibliographie	12
Sources d'information	12

(Les dates figurant en début de rubrique sont celles des faits ; les dates de fin de paragraphe, celles de l'information. Si la date des faits est inconnue, la date de début de rubrique est celle de l'information. Certaines informations parvenues récemment se rapportent à des événements relativement anciens. Les chiffres donnés en euros équivalent au montant en yuan, sur la base 1 euro = 10 yuan)

SUITES DE LA VAGUE D'ARRESTATIONS DES TROIS DERNIERS MOIS.

- 20 mai** **Xu Zhiyong, juriste et militant des droits civiques, a dû quitter son logement et partir pour la campagne.** L'information provient de l'association Gongmin, fondé par Xu Zhiyong et d'autres militants pour aider les travailleurs migrants et les pétitionnaires. Une centaine de travailleurs migrants, en lutte pour obtenir le droit à l'éducation de leurs enfants, ont envoyé un message de soutien à une réunion qui devait se tenir devant les bureaux de la Sécurité et qui, interdite, s'est transformée en contacts sur mobile et sur Internet. Selon certaines sources non vérifiées, il aurait été libéré. (*South China Morning Post*, 21 mai ; *Apple Daily*, 22 mai) ¹
- 18 mai** **L'épouse de Ai Weiwei, Lu Qing, qualifie d'absurde l'arrestation de l'artiste pour «crimes économiques»** puisque c'est elle qui détient le pouvoir légal dans leur société commune. D'autre part, le rédacteur du *Nanfang Dushi Bao* (Journal de la métropole du Sud) Song Zhibiao qui avait écrit un article soutenant indirectement Ai Weiwei, a perdu sa qualité d'éditorialiste et n'a plus le droit de publier des commentaires pour une période indéterminée. (*Apple Daily*, 18 mai)
- 17 mai** **Arrestation officielle - mais sans motif précisé - de la militante Ni Yulan,** vraisemblablement pour «troubles à l'ordre social». L'ancienne avocate avait été arrêtée sous ce motif le 7 avril, avec son époux Dong Jiqin. (*Weiquestang*, 17 mai)
- 15 mai** **Lu Qing a pu rencontrer son époux Ai Weiwei pendant un quart d'heure et dans un lieu inconnu.** La police a enregistré la conversation. On ne dispose d'aucune nouvelle en revanche de ses amis, disparus au même moment : Wen Tao, Hu Mingfen, Liu Zhenggang et Zhang Jinsong. (*Weiquestang*, 16 mai)
- 9 mai** **Assignation à résidence du militant Hu Jun, dans la préfecture autonome de Changji (Xinjiang) pour «incitation à la subversion du pouvoir d'État».** Il aurait diffusé des informations sur le mouvement «Révolution de jasmin» qui se déroule dans le pays. Les poursuites pénales ont commencé peu après, apparemment sans respect des règles de l'instruction car il très rare de passer - sans la transition de l'arrestation officielle et de la détention - de l'assignation à résidence au tribunal. Hu Jun est paralysé des deux membres inférieurs. Les organes de la Sécurité lui avaient enjoint à plusieurs reprises de ne pas parler de la «Révolution de jasmin». (*Centre d'information sur les droits de l'homme et la démocratie*, 17 mai)
- 4 mai** **Professeur dans une école professionnelle, Guo Yan a perdu son droit d'enseigner** pour avoir parlé dans son cours du 29 avril de la disparition d'Ai Weiwei et de l'assassinat en juillet 2008 de six policiers de Shanghai par Yang Jia (condamné et exécuté le 26 novembre 2008). (*Ming Pao*, 7 mai)²
- 29 avril.** **Remise en liberté de l'avocat et professeur de droit Teng Biao,** arrêté en février, suite au mouvement de «la révolution de jasmin». Il lui est enjoint de ne pas prendre contact avec les médias. Quelques heures plus tard, l'avocat Li Fangping qui s'était élevé contre la détention de Teng Biao, a été arrêté par les fonctionnaires de la Sécurité sans que soit donnée la moindre justification. Li Fangping a défendu plusieurs célèbres militants des droits de l'homme comme Chen Guangcheng, Hu Jia, Yang Chulin et Zhao Lianhai. Selon certaines sources non vérifiées, il aurait été libéré. (*South China Morning Post*, 30 avril)³

1 Note LdH : Xu Zhiyong avait été invité en juin 2008 par le ministère des Affaires étrangères français au titre des «personnalités d'avenir». Il a mené plusieurs actions en commun avec l'avocat Teng Biao, relâché fin avril après plusieurs mois de détention.

2 Ancien membre d'un cabinet d'avocat, cette juriste avait été licenciée en 2005 après avoir apporté son soutien aux paysans de Taishi (Guangdong) en lutte contre leur municipalité suspectée de corruption.

3 Les deux événements surviennent à l'issue de deux jours de discussions sino-américaines sur les droits de l'homme. Après avoir fait semblant de satisfaire une requête américaine, le régime a seulement changé la personne du prisonnier. Les deux arrestations contreviennent l'une comme l'autre à la loi chinoise.

24 avril. Des graffitis montrant le visage souriant de Ai Weiwei sont apparus dans le village de Xiaozhou, dans le district de Hai-zhu, près de Guangzhou (Guangdong), avec la légende AI WEIWEI AIME LE FUTUR, jeu de mots sur le patronyme de l'artiste. (*Ming Pao*, 26 avril)

DÉMOCRATIE ; LIBERTÉ D'EXPRESSION.

16 mai La police de Harbin (Heilongjiang) a infligé pour «trouble à l'ordre public» sept jours de détention au militant local, Zhao Jingzhou et dix jours à son camarade Yu Yunfeng. Le premier avait décrit l'éviction de son logement sur un mur dans un parc public ; le second avait pris la parole à proximité. La police a fouillé l'appartement de Zhao et saisi des appareils informatiques. (*WeiQuan-wang*, 15 mai)

15 mai Arrestation à Beijing du pétitionnaire Feng Dacheng, originaire de Fangchengguang (Guangxi) pour «obstruction au travail administratif. On ne sait où il se trouve. Lors d'un affrontement avec la police survenue le 21 avril 2010 au sujet de réquisitions de terrains estimées illégales, Feng Dacheng avait été blessé onze fois ce qui avait nécessité un long séjour en hôpital. Cette arrestation aurait pour objectif d'intimider les autres pétitionnaires. (*WeiQuang*, 16 mai)

13 mai Selon l'Institut Aizhixing (Amour, Connaissance et Action) qui apporte son aide aux victimes du Sida, la professeure et cinéaste militante Ai Xiaoming est victime de harcèlement et de menaces répétées provenant de sources inconnues depuis plusieurs jours : serrures engluées, appels téléphoniques incessants qui l'empêchent d'user de son portable et de mener une normale. Ai Xiaoming est connue pour ses documentaires engagés (sur le militant Yao Lifa, artisan de réformes démocratiques à la base ; sur la dissimulation de la maladie du Sida dans les provinces du centre ; sur les morts d'écoliers dans les décombres de bâtiments scolaires construits hors normes). (*C.H.R.D.*, 13 mai)⁴

11 mai La tentative d'une salariée licenciée de Xinyu (Jiangxi) de se porter candidat à l'élection pour le conseil de district n'a pas abouti. Le 11 mai, Lu Ping avait distribué des tracts dans les rues et levé une bannière affirmant «Le peuple représente le peuple !» et «Vive l'esprit civique !». Un autre habitant du district, Wei Zhongping, était également candidat et l'accompagnait dans ses démarches.

La police a emmené les deux candidats vers une destination inconnue, expliquant que brandir des bannières et parler en public contrevenait à la loi et qu'il s'agissait ici «d'une élection du parti communiste et non d'une élection américaine». Un troisième candidat, Li Sihua, a été assigné à résidence pour l'empêcher de s'adresser à la population. (*Ming Pao*, *WeiQuang*, 13 mai)

10 mai La police de Jining (Shandong) a placé en détention pour «incitation à la subversion du pouvoir d'État» le militant des droits au logement Li Zhixue. Malgré un handicap physique, Li Zhixue s'est impliqué dans nombre de cas de démolition forcée – à l'image du sien propre – en aidant sur le plan juridique et en faisant circuler des pétitions. On ignore le lieu de sa détention. (*WeiQuang*, 15 mai)

28 avril Arrestation pour interrogation de Zhang Jialong, journaliste de la revue Caijing. Ses articles concernaient le cas de Zhao Lianhai, chef du groupe des parents d'enfants victimes du lait contaminé et celui de Ai Weiwei et de la destruction de son atelier d'artiste à Shanghai. Zhang a été relâché le 6 mai. (*Apple Daily*, 2 mai)

27 avril Une pétitionnaire frappée à la tête au bureau des plaintes est morte de ses blessures dans la rue, où elle avait été transportée. L'agresseur aurait été appréhendé. (*Boxun*, 28 avril)

4 Ai Xiaoming a obtenu en décembre 2009 avec Mme Guo Jianmei le Prix «Simone de Beauvoir pour la liberté des femmes». Après retrait de son passeport, elle n'avait pu se rendre à Paris en janvier 2010 pour le recevoir. Pour plus de détails, voir <http://prixsimonedebeauvoir.blogspot.com/2009/12/prix-beauvoir-2010-mme-ai-xiaoming-et.html>

12 mai **Retour pour hospitalisation à Xinyu (Guangxi) de la pétitionnaire Guo Jinying**, venue protester en avril à Beijing contre la destruction de ses vignes. Après cinq jours de détention, elle avait été transférée vers la prison clandestine de Jiujinzhuang le 9 mai puis récupérée par le personnel du bureau de liaison où elle aurait été battue et humiliée sexuellement. (*Weiquanwang, 14 mai*)

CONTRÔLE DE L'INTERNET

25 mai **Renforcement de la censure sur l'Internet, en particulier pour l'accès aux sites étrangers.** Certains de ces derniers, jusqu'à présent accessibles, ne le sont plus ou le sont difficilement, avec des interruptions et une instabilité des connections. La censure viserait en priorité les petits logiciels qui permettent de la contourner et d'accéder à Twitter ou Youtube. Elle pourrait désormais détecter les messages cryptés envoyés à une adresse et bloquer l'accès de cette adresse à tous les sites étrangers. (*Aujourd'hui la Chine, 25 mai*)

20 mai **À cette date, sur les 5.521 sites internet et sites de recherche surveillés en Chine par greatfirewall.biz, 2.371 étaient bloqués et 777 étaient anormalement lents.** (*Great Firewall, 20 mai*)

19 mai **Les autorités ont bloqué les moteurs de recherche sur le terme «Fang Binxing»,** qui désigne le concepteur du mur de protection-censure de l'Internet chinois. Les étudiants de l'Université de Wuhan avaient accueilli récemment Fang Binxing par des jets d'œufs et de chaussures. (*Apple Daily, 20 mai*)

4 mai **Mise en œuvre d'un nouvel Office de l'information sur l'Internet,** en vue d'assurer le «sain développement» de ce dernier. Officiellement, il s'agit toujours de lutter contre la pornographie, contre la vulgarité, contre le jeu en ligne et contre des prospections commerciales illégales, «conformément aux pratiques inter-nationales». Le bureau détient explicitement des pouvoirs d'enquêter et de punir toute violation de la loi et des règlements. Parmi ses trois vice-directeurs figure le vice-ministre de la Sécurité. (*Xinhua, 5 mai*)

Note LdH : Les arrestations de ces derniers mois le prouvent, le contrôle de l'Internet sert surtout à surveiller l'opposition et à la réduire au silence par intimidation ou par répression directe. La réorganisation en cours organise la coopération des différents organes de contrôle pour les rendre plus efficaces encore. Les autorités font constamment référence aux pratiques internationales pour justifier leur prise en main de l'Internet afin de persuader la population que la censure extrême dont elle souffre se pratique à l'échelle mondiale et qu'elle doit donc l'accepter. Toute critique de cette censure n'est, selon l'article de Xinhua, qu'une «tentative sans fondement de souiller la Chine».

LIBERTÉ RELIGIEUSE

22 mai **Arrestation de vingt-sept chrétiens de l'église non officielle Shouwang qui voulaient organiser une messe sur un emplacement public.** Parmi eux, une octogénaire et un enfant de deux ans. Deux d'entre eux ont été relâchés dans la soirée. Pour cette septième semaine de blocage des messes à l'extérieur, les autorités ont parallèlement procédé à de très nombreuses assignations à domicile destinées à empêcher les rassemblements. Les fidèles assurent qu'ils poursuivront les offices hors des murs tant qu'on ne leur rendra pas le droit de réintégrer le local qu'ils ont acheté en 2009. (*South China Morning Post, 23 mai*)

15 mai **Arrestation de treize chrétiens de l'église non officielle Shou-wang qui tentaient de tenir un office dominical en plein air** dans le quartier commercial Zhongguancun de la capitale. Les pressions administratives ont amené les propriétaires du local religieux à évincer les locataires début avril. Six dirigeants de cette association sont emprisonnés depuis plus d'un mois ; de nombreux membres sont assignés à résidence chaque fin de semaine ; plusieurs fidèles ont perdu leur emploi après avoir refusé de quitter le groupe. (*South China Morning Post, 16 mai*)

11 mai **Vingt dirigeants d'églises non officielles et de groupes chrétiens ont lancé un appel aux membres de l'Assemblée nationale en faveur d'un libre exercice du culte.** L'initiative fait suite à la répression exercée à l'encontre de l'église Shouwang, expulsée de ses locaux et empêchée de tenir ses offices à l'extérieur depuis cinq dimanches. La pétition est signée de religieux de Beijing, de Shanghai, de Chengdu (Sichuan), de Xi'an (Shaanxi) et de Wenzhou (Zhejiang). Plusieurs d'entre eux ont souffert d'expulsions de locaux, de détentions ou d'assignations à résidence. Selon une estimation officielle publiée en 2010, le nombre des chrétiens atteindrait 23 millions, contre deux millions, il y a trente ans. Mais certains avancent le chiffre de 130 millions. (*South China Morning Post*, 13 mai)

APPAREIL JUDICIAIRE ET CRIMINALITÉ

22 mai **Depuis le début du mois, huit bandes qui enlevaient des enfants au Xinjiang avant de leur apprendre à mendier et à voler ont été identifiées,** ce qui a conduit à soixante-dix arrestations. Il a fallu pour ce faire trouver des policiers bilingues, parlant chinois et oughour. (*Xinhua*, 23 mai)

19 mai **Selon le ministère de la Sécurité, il existe 2.966 sociétés de Sécurité en Chine et elles emploient 4,21 millions de salariés.** Elles sont la source de gains considérables, pour elles-mêmes et pour le pays (grâce aux sommes qu'elles permettent de récupérer). La première fut fondée à Shenzhen en 1984. Elles se sont montrées actives lors des Jeux olympiques de 2008 et lors de l'Exposition de 2010 ainsi que dans les secours apportés aux victimes du tremblement de terre du Sichuan. (*Xinhua*, 19 mai)

17 mai **Selon le ministère de la Surveillance, 11.273 fonctionnaires ont reçu des sanctions pénales ou administratives au cours des dix-huit derniers mois pour leur implication dans des affaires de construction,** de manquement aux devoirs de leur fonction ou pour des violations de propriété intellectuelle. 5.698 d'entre eux ont dû répondre de leurs actes devant les tribunaux. (*Xinhua*, 17 mai)

15 mai **Lors de la campagne menée depuis novembre 2010 contre les violations de propriété intellectuelle et les contrefaçons, la police a démantelé jusqu'à fin avril 7.530 organisations.** Elle a résolu plus de 10.300 cas de violation de la propriété intellectuelle. Au cours des quatre premiers mois de l'année, elle a aussi mis fin à 5.600 cas de crimes liés à des cartes bancaires. (*Xinhua*, 15 mai)

28 avril **Le parquet de Chongqing (Sichuan) a renoncé à poursuivre l'avocat Li Zhuang, pour «fabrication de preuves».** Li a été condamné à dix-huit mois d'emprisonnement en 2010 pour le même motif et purge actuellement sa peine, prononcée à l'issue d'un procès entaché d'irrégularités : témoins à décharge retenus dans les locaux de la police ; avocats empêchés de rencontrer les témoins et d'accéder pleinement au dossier d'accusation et de s'entretenir librement avec leur client. (*Xinhua*, 28 avril)

CONDITION OUVRIÈRE, CONDITIONS DE VIE

16 mai **Quarante-quatre enfants et un adulte vivant à proximité d'une usine de batterie dans le district de Zijin, près de Heyuan (Guangdong) ont été gravement intoxiqués par le plomb.** Un millier de paysans subissent des tests sanguins et le nombre des victimes pourrait augmenter. L'entreprise a été fermée le 15 mai. Les autorités affirment qu'il n'y a en fait que trois intoxiqués, ce qui a conduit les villageois à affréter un autobus pour se faire examiner à Guangzhou. Une enquête parallèle commence ce mois de mai sur l'usine de Deqing (Zhejiang) qui a intoxiqué quarante-dix-neuf enfants. Enfin, à la mi-mars, cent soixante-dix personnes ont été empoisonnées par une troisième fabrique de batteries à Taizhou (Zhejiang). (*South China Morning Post*, 18 mai)

- 14 mai** **Le nombre des accidents mortels du travail dans les mines de charbon a diminué de 5.398 en 2005 à 2.433 en 2010 selon un rapport diffusé lors d'un colloque tenu à Hefei (Anhui).** La production est passée de 2,15 milliards de tonnes à 3,24 milliards dans la même période. Les exploitations sont de plus en plus profondes et vingt mines se trouvent à plus d'un kilomètre sous terre, ce qui accroît le risque d'explosion gazière. La profondeur moyenne pour les mines moyennes et grandes est 456 mètres. (*Xinhua, 15 mai*)
- 12 mai** **Suite à une enquête parue dans le Quotidien du Guangdong, une briqueterie de Lilin, près de Huizhou (Guangdong), qui employait depuis huit ans des enfants handicapés mentaux dans des conditions voisines de l'esclavage, a dû cesser ses activités.** Enlevés ou simplement trompés, les enfants étaient venus pour 400 yuans (50 euros) à un patron qui leur imposait quinze heures de travail quotidien et leur versait cinq yuan (0,7 euro) tous les trois mois. Il existerait une douzaine de briqueterie de ce type dans la zone de Lilin, située à cinquante kilomètres de la grande cité industrielle de Shenzhen. (*China Labour Bulletin, 13 mai*)
- 9 mai** **La municipalité de Shenzhen (Guangdong) a annulé sa décision du 27 avril qui interdisait aux travailleurs migrants de manifester à propos des salaires** et en particulier de revendiquer les impayés. Cette mesure, assortie de peines criminelles, concernait la période allant du 1er mai au 30 septembre ; elle visait à assurer le calme pendant les Universiades du mois d'août. L'ampleur des protestations explique cette révocation, approuvée par la presse centrale. (*Quotidien du peuple, 10 mai*)
- 9 mai** **Les autorités du Henan ont décidé que seraient démis de leurs fonctions les maires de circonscriptions où seraient survenues des catastrophes minières faisant plus de cinquante morts.** Les mines du Henan (179 millions de tonnes de charbon en 2010) ont eu trente-cinq accidents en 2010 causant la mort de 266 ouvriers. Les chiffres pour l'ensemble du pays sont de 1.403 accidents et 2.433 morts. (*Xinhua, 9 mai*)
- 26 avril** **Neuf personnes sont mortes dans une catastrophe minière survenue à Jixi,** district de Didao (Heilongjiang) et gardée sous silence pendant cinq jours. La mine avait reçu l'ordre de cesser ses activités pour rénovation et se trouvait donc dans l'illégalité. (*Xinhua, 1 mai*)
- 25 avril** **Un incendie survenu dans une entreprise de vêtement illégalement construite et dans son dortoir a fait dix-huit morts et vingt-trois blessés à Jiugong,** dans la banlieue-sud de Beijing. Tous les morts étaient des ouvriers migrants. L'entrée des locaux était verrouillée et bloquée par des barres de fer, ce qui empêchait de fuir. Trop étroite, la ruelle ne permettait pas aux pompiers de s'approcher. Le lendemain, une explosion survenue dans un dortoir faisait huit morts et dix-sept blessés à Pingdingshan (Henan). (*China Labour Bulletin, 26 avril*)

CONFLITS ET MOUVEMENTS DE MASSE. ÉVICTIONS FONCIÈRES

- 18 mai** **Une panne de camion suivie d'une altercation avec le personnel de sécurité qui aurait battu deux occupants du véhicule a dégénéré** en échauffourée collective à Zuogezhuang, près de la ville de Langfang (Hebei). Un millier de manifestants auraient pénétré dans les bâtiments officiels et renversé un véhicule de police. (*Centre d'information pour les droits de l'homme et la démocratie, 19 mai*)
- 17 mai** **Un millier d'habitants de Luoyang (Henan) mécontents des compensations offertes pour le déménagement accéléré de vingt mille résidents ont bloqué les artères de la ville,** où la circulation est restée paralysée pendant deux jours ; un affrontement avec les forces de sécurité a fait deux blessés. (*Centre d'information pour les droits de l'homme et la démocratie, 19 mai*)
- 29 avril** **Deux mille villageois de Sanjin,** près de la ville de Shajing dans l'agglomération de Nanning (Guangxi) ont affronté la police et des forces paramilitaires sur un site de démolition. Il y aurait eu deux morts et des douzaines de blessés. (*Molihua xingdong, 5 mai*)

20 avril **Quelques milliers de villageois de Loufang dans l'agglomération de Yuzui, district de Jiangbei (près de Chongqing, Sichuan) ont affronté les autorités locales** à propos de la démolition de logements. Les bagarres avec les policiers et les ouvriers du chantier ont fait trente blessés, dont douze graves. Les manifestants se seraient emparé de véhicules officiels, qu'ils auraient rendus le 28 avril. (Centre d'information pour les droits de l'homme et la démocratie, 27 avril ; Epoch Times)

MINORITÉS ETHNIQUES

QUESTION TIBETAINE

13 mai **L'explosion d'une bombe dans une banque de crédit rural a fait au moins douze morts** et une trentaine de blessés à Wuwei, dans le district autonome tibétain de Tianshu situé à 128 kilomètres de Lanzhou (Gansu). (Xinhua, 13 mai)

2 mai **Condamnation à trois ans de prison de deux moines du monastère Kirti dans le district tibétain de Ngaba (Sichuan).** Ils avaient été arrêtés l'un, après le suicide le 16 mars d'un jeune moine qui voulait protester contre l'emprise chinoise, l'autre le 11 avril lors d'une descente de police effectuée dans le monastère. (Phayul, 7 mai)

29 avril **La direction du monastère tibétain de Kirti (Sichuan) demande à la communauté internationale de faire pression sur le gouvernement** chinois en vue d'obtenir la remise en liberté des trois cents moines arrêtés le 22 avril dans le district Ngaba. Le monastère serait entouré de forces militaires depuis le suicide du 16 mars d'un jeune moine. (Kyodo, 29 avril)

Mars **Condamnation de deux moines à trois ans et deux ans et demi de prison par un tribunal du district Jomda,** près de Changdu, région de Chamdo dans la région autonome. Ils avaient participé tous deux en décembre 2009 à un mouvement de protestation contre les empiétements officiels sur les terres du monastères ; la police avait arrêté l'un en décembre 2009 et l'autre, en janvier 2010. (Tibetan Center for Human rights and Democracy, 2 mai 2011)

QUESTION OUIGHOURE

1 mai **Plusieurs Ouighours relâchés de la prison de Guantanamo et que les États-Unis avaient dirigés sur l'Albanie** pensant qu'un retour en Chine les mettraient en danger, seraient espionnés par les services de renseignements albanais au profit du gouvernement chinois.

C'est ce que révèle un document récemment diffusé par Wikileaks. Beijing demande l'extradition de ces individus pour les juger, la condamnation habituelle en ces sortes d'affaires étant la peine capitale. (Gazeta shqiptare, 1 mai)

QUESTION MONGOLE

17 janv. **Inculpation pour «commerce illégal» et «détention de drogue»** de l'épouse et du fils du militant des droits de l'homme Hada. Xinna et Uiles avaient été arrêtés le 4 décembre 2010. La police leur demande de renoncer formellement à toute activité s'ils veulent être relâchés ; ils refusent. On ne dispose que de très peu d'informations sur le sort de cette famille ; et elles parviennent avec un grand retard. (R.S.F., 10 mai)

HONGKONG ET MACAO

16 mai **Le prix littéraire annuel organisé par la radio RTHK et les services culturels du territoire retient l'attention par la liste des vingt-deux œuvres présélectionnées.** Y figurent notamment des œuvres non diffusées sur le territoire communiste, comme des écrits du

Premier ministre Wen Jiabao ou les mémoires de la célèbre militante en faveur des victimes du SIDA Gao Yaojie, aujourd'hui réfugiée aux États-Unis. Il semble que de nombreux touristes chinois profitent de leur passage à Hongkong pour se procurer des livres interdits. (*South China Morning Post, 16 mai*)

14 mai **Les étudiants décideront en fin d'année par référendum de l'emplacement définitif de la Statue de la Liberté**, réplique de celle de la place Tiananmen en 1989. Le choix serait entre la maintenir à l'intérieur du campus universitaire ou la placer à l'entrée de la gare de l'Université. (*Standard, 15 mai*)

29 avril **Des amis de Ai Weiwei, arrêté le 3 avril, ont décidé de projeter des images de l'artiste sur divers bâtiments de Hongkong**, dont certains appartiennent à l'administration et à la police ou sont proches de sites militaires. L'appareil judiciaire, saisi de plusieurs plaintes par les propriétaires de bâtiments, ne semble pas avoir les moyens de qualifier ces projections de délictueuses. À la figure de l'artiste s'est ajoutée par la suite celle de Liang Haiyi, arrêtée en février à Harbin (Heilongjiang), pour avoir participé à une réunion de la «révolution de jasmin». Le Ta Kung Pao, favorable à Beijing, a dénoncé ces initiatives comme «une tentative délibérée de s'opposer au gouvernement chinois et de causer de l'instabilité à Hongkong.» (*South China Morning Post, 29 avril ; Ta Kung Pao*)

Informations diverses

(Cette rubrique regroupe des informations qui, sans toucher directement aux droits de l'homme stricto sensu, éclairent sur les réalités et les tensions de la société chinoise).

16 mai Le nombre de sites de l'Internet chinois s'élève à 3,82 millions, selon une communication du ministère de l'Industrie et des technologies de l'information. 457 millions de personnes auraient utilisé l'Internet en 2010. Lors d'une assemblée portant sur la création d'un réseau «sain», cent quarante des sites les plus fréquentés se sont engagés à ne diffuser aucune activité illégale. (*Xinhua, 16 mai*)

12 mai La police de Beijing envisage l'achat d'avions sans pilote (drones) pour renforcer sa lutte contre le terrorisme. Les engins serviraient à analyser le trafic et à repérer les accidents, à aider aux opérations de sauvetage. La police de la capitale accroît constamment ses équipements depuis les Jeux olympiques de 2008. (*Xinhua, 12 mai*)

7 mai Test réussi à Weifang (Shandong) d'un hélicoptère sans pilote. L'engin pèse moins d'une tonne et peut voler à 161 kilomètres à l'heure. Il peut être dirigé à distance ou bien suivre un programme de vol enregistré. (*Xinhua, 7 mai*)

6 mai Opérations militaires conjointes de la Chine, du Kirghistan et du Tadjikistan dans la région de Kasgar (Xinjiang), dans le cadre de la lutte contre le terrorisme avec trois thèmes principaux : la prise de décision et le commandement, la libération de personnes enlevées, le «nettoyage» de lieu de réunion. (*Xinhua, 7 mai*)

29 avril Selon le dernier recensement démographique, la province la plus peuplée est le Guangdong (104,3 millions d'habitants au 1er novembre 2010) devant le Shandong (95,79 millions) et le Henan (94,02 millions). La population de la région autonome du Tibet serait d'environ 3 millions de personnes (0,22% de l'ensemble) et celle du Xinjiang, de 21,81 millions (1,63% de la population totale). (*Xinhua, 29 avril*)

28 avril Selon le dernier recensement démographique, la population chinoise a crû de 73,9 millions d'individus depuis l'enquête de 2000 ; elle s'élève à 1.339.700.000 de personnes. La croissance annuelle moyenne de la population serait de 0,57% au cours de la décennie écoulée ; elle atteignait 1,07% dans la décennie précédente. La population urbaine représente 49,68% de l'ensemble ; la population han, 91,51%. (*Xinhua, 28 avril*)

Militants du mouvement de 1989 aujourd'hui détenus (mai 2011)

1) Privés de liberté pour avoir appelé à soutenir la révolution de jasmin (février-mars 2011)

- **Ding Mao**, chef d'entreprise. Arrêté le 21 février 2011 à Minyang (Sichuan). Condamné à un an de prison pour sa participation au mouvement de 1989 à Lanzhou (Gansu) ; puis à sept ans de détention pour organisation d'un parti social-démocrate.
- **Chen Wei**. Arrêté le 20 février 2011 à Suining (Sichuan) pour "subversion du pouvoir d'État". Il avait été emprisonné cinq ans pour sa participation au mouvement de 1989.

2) Condamnations des trois dernières années

- **Liu Xianbin**. Condamné le 25 mars à dix ans de prison pour "incitation à la subversion du pouvoir d'État" suite à ses enquêtes sur les responsabilités publiques dans la catastrophe du tremblement de terre du Sichuan. Emprisonné en 1991 (répression du mouvement de Tiananmen) puis en 1999, suite à la création du parti démocrate.
- **Liu Xiaobo**, écrivain et politologue, Prix Nobel de la Paix (8 octobre 2010). Initiateur d'une grève de la faim sur la place Tiananmen le 2 juin 1989, arrêté le 6 juin et jusqu'au 1er janvier 1991. Nouvelle détention du 18 mai 1995 au 1er janvier 1996, puis du 8 octobre 1996 à octobre 1999.
Arrêté le 8 décembre 2008, deux jours avant la diffusion de la Charte 08 et condamné le 25 décembre 2009 à onze ans de prison pour "subversion du pouvoir d'État".

3) Incarcération de militants ouvriers.

- **Li Wangyang**, ouvrier de cimenterie. Condamné à treize ans de prison en 1989 pour "incitation à la propagande contre-révolutionnaire" après avoir voulu fonder une fédération ouvrière autonome. Libéré pour raison médicale en 1996 et emprisonné de nouveau en 1997. Condamné en 2001 à dix ans de prison à Shaoyang (Hunan) pour "incitation à la subversion du pouvoir d'État".
- **Liu Jian**, ouvrier d'une usine de construction électrique. Condamné à la prison à vie en octobre 1989 après saccage du domicile du chef de la police. Toujours incarcéré.
- **She Wanbao**, employé de banque et militant ouvrier du Sichuan. Condamné à quatre ans de prison le 3 novembre 1989 pour incitation et propagande contre-révolutionnaires. Puis à douze ans le 4 août 1999 pour "subversion du pouvoir d'État". Vraisemblablement remis en liberté au début de 2011 et de nouveau détenu à partir de février.
- **Wang Miaogen**, manœuvre de Shanghai. Condamné à deux ans et demi de prison sans procès en 1989 pour avoir organisé une fédération autonome des travailleurs de Shanghai. Détenu depuis dans l'Institut psychiatrique Ankang de Shanghai comme "criminel dangereux au moins de vue mental".
- **Zhu Fangming**, ouvrier d'une fabrique de farine de Hengyang (Hunan) et cofondateur d'une fédération autonome des ouvriers de Hengyang. Arrêté en juin 1989 alors qu'il protestait contre la répression et condamné en décembre 1989 à la prison à vie.

4) Autres détenus restes incarcérés depuis 1989

(renseignements datant de mai 2009 ; cette liste est vraisemblablement incomplète.)

- **Zhu Gengsheng**. Condamné à mort en 1989 avec deux ans de suspension d'exécution, puis à l'emprisonnement à vie puis à vingt ans de prison. Il était monté sur un char de l'armée en brandissant un drapeau. Son père est mort de persécution pendant la Révolution culturelle. Fin de peine : 19 avril 2013. (Célibataire, 47 ans environ)
- **Li Yujun**. Condamné à mort en 1989 avec deux ans de suspension d'exécution pour avoir mis le feu à un véhicule militaire, puis à l'emprisonnement à vie puis à vingt ans de prison. Fin de peine : 10 novembre 2014. (Célibataire, 47 ans environ)
- **Yang Pu**. Condamné à mort en 1989 avec deux ans de suspension d'exécution comme incendiaire puis à un emprisonnement de longue durée. Il souffre de tuberculose osseuse. Fin de peine : 24 octobre 2012. (Environ 47 ans)
- **Jiang Yaqun**. Condamné à mort en 1989 avec deux ans de suspension d'exécution comme incendiaire puis à un emprisonnement de longue durée. Fin de peine : 23 octobre 2014. (Environ 72 ans)
- **Miao Deshun**. Condamné à mort en 1989 avec deux ans de suspension d'exécution comme incendiaire puis, en 1997, à un emprisonnement de vingt ans à obstinément refusé de "confesser ses crimes" malgré les tortures subies à l'électricité. Fin de peine : 15 septembre 2018. (Environ 47 ans)

(Sources : Duihua News, 12 mai 2009 ; Sun Liyong, Support Network for the Persecuted in China 5 mai 2009 ; Bulletin mensuel du groupe Chine de la Ligue des Droits de l'Homme)

APPEL A COOPÉRATION BÉNÉVOLE DU GROUPE CHINE

Les tensions politiques et sociales s'accroissent, le poids international de la Chine s'alourdit et le travail du groupe augmente. Nous voulons informer, sensibiliser et organiser des actions concrètes. Le groupe Chine ne dispose que de faibles moyens au regard de l'ampleur des tâches. Il serait donc très heureux d'accueillir de nouveaux membres.

La connaissance du chinois n'est pas indispensable en particulier pour le travail de communication ; mais il faut disposer d'un ordinateur pour maintenir les échanges entre les réunions mensuelles. Toute personne intéressée peut s'adresser au secrétariat de la Ligue.

Nous serions aussi très contents de recevoir vos commentaires et suggestions concernant le bulletin et son contenu.

BIBLIOGRAPHIE.

SITES INTÉRESSANTS DE L'INTERNET

- <http://www.greatfirewall.biz/>. Créé en 2010, le site, très riche d'informations, fournit des indications sur les sites chinois bloqués et sur les thèmes de recherche qui n'aboutissent pas. Il donne accès aussi à des outils qui permettent de contourner la censure.
- <http://advocacy.globalvoicesonline.org/>. Global Voices Advocacy est une association militant pour la liberté d'expression dans le monde. Elle publie fréquemment des informations sur les blocages de l'Internet chinois.
- <http://www.bestvpnservice.com/index.php>. Le site fournit de nombreux instruments logiciels de contournement de la censure (V.P.N.) ainsi que des tests permettant de savoir si un site extérieur a son accès bloqué en Chine.
- <http://www.initiativesforchina.org/ifc/home.html>. L'association Gongmin liliang, Initiatives for China, se donne pour objectif «une transition pacifique vers la démocratie par la vérité, la compréhension, le pouvoir des citoyens et l'action en coopération». Son président est le mathématicien et économiste Yang Jianli

SOURCES D'INFORMATION

64tianwang, Agence France-press, Agence Xinhua, Amnesty International, Apple Daily, Article 19, Aujourd'hui la Chine, B.B.C., Boxun, China Information Center, China Labour Bulletin, Chine-Infos, Chinese Human Rights Defenders, Citizens'radio, Committee to Protect Journalists, Confédération internationale des syndicats libres, DaJiyuan (La Grande Epoque), Fondation Duihua, Human Rights in China, Information Centre for Human Rights and Democracy, , Kyodo News Agency, Laogai Research Foundation, Minsheng GuanCha, Ming Pao, New Century News, Radio France Internationale (émission en chinois), Radio Free Asia, Radio Free China, Reporters sans Frontières, Rights Campaign, South China Morning Post, Utopia, The Standard, WeiQuan Wang, Wen Wei Po.

POUR PRENDRE CONTACT,
écrire à :

communication@ldh-france.org
en indiquant en objet de votre
mail : «Groupe Chine».